

ATELIER-Table ronde : ISLAM POLITIQUE ET LUTTES SOCIALES

JEUDI 28 MARS 2013 FSM TUNIS

Organisateurs : Fondation Frantz Fanon, forum marocain des alternatives Sud AITEC IPAM, Alternatives International

Un Amphi de 300 participants et une table ronde avec 7 intervenants présentés dans le brouhaha et si rapidement que je n'ai pu retenir qu'un seul nom et quelques nationalités (tchadien, Sénégalais, Tunisienne, Egyptien, Autrichien(?), Suisse...)

Intervention de Tariq Ramadan : Islam politique et Alternatives économiques

En avant propos T. Ramadan considère que les positions de la gauche et de la droite néo-libérale se rejoignent pour considérer que l'Islam est très éloigné, sinon antinomique des conceptions économiques. Sur ce point, il y a le plus souvent ignorance car l'Islam politique est très diversifié, si bien qu'aujourd'hui les positions peuvent aller de l'équivalent de la théologie de la libération jusqu'à la défense du capitalisme néo-libéral. Dans l'histoire des « frères musulmans » il y a eu des évolutions idéologiques significatives.

Au moment précurseur (1928) de la création des « frères musulmans », la référence économique est très éloignée car face à la colonisation politique l'idée centrale est que la libération passe par la référence au religieux. Résister à la colonisation passe par le lien religieux et culturel, une référence pan islamique valable pour tous les pays arabes concernés.

Il faudra attendre les années 40 pour avoir une référence à l'économie qui devienne explicite à travers des thèmes apparaissant proches de la théologie de la libération : lutte contre la spéculation, défense et mobilisation des petits actionnaires, réforme agraire (programme des frères musulmans en 1942).

Un changement va intervenir avec l'abandon progressif des conceptions économiques en raison de la mise à l'écart « des frères musulmans » qui vont connaître l'exil. La revendication politique de la conquête de l'état devient première et non pas la définition économique.

Selon Tariq Ramadan, il y a aujourd'hui pour l'Islam deux pièges à éviter quant à l'approche économique :

1. Réfléchir uniquement en termes d'assistance sociale pour les pauvres (charité) sans par ailleurs les aider à se libérer sur le plan économique (solidarité),
2. Subir les ajustements structurels du FMI et de la B.M. pour les porteurs de pouvoirs politiques liés à l'Islam en voulant prouver ainsi qu'ils sont des acteurs démocratiques capables de faire face à l'instabilité économique dans leur pays.

Plusieurs exemples montrent qu'on peut être conservateur sur le plan social et très innovant sur le plan capitaliste. C'est le cas de l'Arabie Saoudite. Dans d'autres pays, les dirigeants pensent qu'ils n'ont pas le choix car ils estiment ne pas avoir d'alternative au capitalisme. C'est le cas d'ERDOGAN

qui veut montrer en Turquie que la référence à l'islam n'empêche pas de réussir dans un système économique néo-libéral.

INTERVENTION D'UN SOCIOLOGUE (Autrichien ?)

A l'observation de la scène politique en Tunisie, l'on constate que les luttes d'émancipation menées dans les années 80 ont eu pour leaders les gens (60 ans et plus) qui conduisent la transition démocratique. Mais l'on peut se poser la question des nouvelles générations, issues souvent des quartiers populaires et qui n'ont jamais cru à la possibilité dite par Ben Ali d'intégrer la classe moyenne élargie.

C'est le point de départ d'une enquête sociologique menée auprès des jeunes des quartiers populaires. Ils sont entrés dans la révolte sans références culturelles et idéologique. Avec eux le « peuple » des mosquées est entré dans le jeu car il y a eu des petites révolutions dans les quartiers populaires pour prendre en charge les mosquées en chassant les Imam à la solde de Ben Ali.

C'est là que le djihadisme s'est imposé à cette catégorie sociale marginalisée en lui proposant une socialisation théorique et politique. A ce niveau, le djihadisme est le symbole d'une rupture sociale qui n'a toujours pas trouvé sa place dans le nouveau processus politique. La référence à l'islam est une donnée forte puisqu'elle suppose : justice, équité, soumission à Dieu. De là, sa force de persuasion dans le domaine des idées alors que sur le plan politique on peut assister à l'affaiblissement des droits de l'Homme.

INTERVENTION D'UN MILITANT TCHADIEN(?)

L'islam politique représente une multitude de courants au Sahel. Avant la colonisation il y a eu des mouvements djihadistes qui ont pris le pouvoir sur la base de la Charia. Il s'agissait toujours de renverser des royautes en considérant qu'il méprisait le petit peuple. Ce fut le cas par exemple au Tchad en 1804. Au Mali actuel, il y a eu aussi en 1818 un conflit avec un régime théocratique basé sur la Charia.

Ensuite, la colonisation est venue casser ces régimes théocratiques. Plus récemment le mouvement djihadiste au Niger est réapparu avec la promotion de la démocratisation au sens occidental. Il y a eu une lutte contre la laïcité du fait qu'elle renvoie la religion dans la sphère privée. Cette lutte s'est appuyée sur des thématiques concernant le rôle de la femme (refus du modèle familial occidental), la fonction de l'école (l'éducation ne transmettant pas aux enfants les valeurs religieuses en participant ainsi de la corruption occidentale).

Cette lutte idéologique s'est souvent accompagnée de la mise en place d'un soutien social auprès des plus déshérités.

Les Djihadistes proposent le plus souvent d'instaurer la Charia pour créer des Etats Islamiques sans qu'il y ait vraiment de propositions économiques. L'impératif est celui de vouloir un autre système idéologique en pensant que l'intendance suivra... Leurs adversaires politiques comme les mouvements de gauche ont tendance à s'opposer à eux sur le plan idéologique mais ils n'ont pas non plus de véritables propositions en termes d'alternative économique.

QUESTIONS ET REMARQUES DE LA SALLE

- Les obstacles à la transition en Tunisie sont liés au manque de mobilisation populaire. La population reste trop passive. Il y a des problèmes de médiatisation car il y a encore trop peu d'utilisateurs d'internet.
- En Tunisie, la population a peur. La situation économique est désastreuse. Il y a un échec dans tous les domaines (école, travail, santé). Certains regrettent la situation d'avant le départ de Ben Ali. J'ai des amis qui sont partis en Arabie Saoudite pour pouvoir gagner leur vie. Il y a une réelle difficulté à élaborer des scénarios pour le futur tant qu'il n'y a pas de réconciliation et d'unité nationale.
- Il ne faut pas juger l'Islam que sur ses apparences, mais sur son contenu et là on voit qu'il est capable d'évolution.
- Pourquoi la femme qui fait tout pour l'homme musulman se trouve t'elle confrontée à l'ingratitude de celui-ci ?
- Je rappelle aux Djihadistes Tunisiens partis se battre en Syrie qu'ils ont des mères et je les conjure de penser à elles.
- Entre Islamisme et Christianisme, il y a plus de points communs qu'on ne croit alors qu'il y a souvent un risque de dérapage anti-islamique.
- Comment peut-on renforcer de manière pratique le soutien à la lutte en Syrie ?
- Comment avoir des propositions économiques ?
- Je ne comprends pas le conflit entre Islamisme et Laïcité alors qu'un Etat peut faire référence à une religion tout en laissant les gens libre de penser par eux-mêmes.
- La laïcité n'est pas le problème, c'est la violence qu'il faut traiter en ayant recours au social et à la justice.
- Notre débat a un aspect politique que l'on ne peut mener sans une réflexion critique sur l'Islamisme.
- Il me semble difficile de faire toujours référence à la nation arabe alors qu'il y a une explosion du monde arabe.
- Les Salafistes n'arrêtent pas de penser à la deuxième vie, il faudrait qu'ils trouvent aussi un programme pour penser la première vie.

Quelques réponses d'intervenants de la table ronde

Sociologue (Autrichien ?)

A travers mon étude sociologique sur les jeunes des quartiers populaires je parle de dynamiques sociales réelles car l'Islam a le pouvoir de rendre les catégories populaires agissantes. Il ne faut pas se choquer que des jeunes apprennent à entrer dans la société politique en lien avec des catégories islamistes pour construire un sens individuel et collectif à leur vie. L'activation de l'islamisation permet de former des jeunes cadres politiques qui font leur apprentissage. Il faut reconnaître à ces jeunes la possibilité d'exprimer leurs points de vue avec leurs mots. Il y a obligation pour la société de les intégrer en leur reconnaissant une légitimité politique.

Tariq Ramadan

L'Islam est une référence incontournable dans toutes les sociétés musulmanes et même aujourd'hui en occident. C'est pourquoi il faut veiller à construire à des alliances pour avancer dans la résolution des problèmes.

Par exemple, en ce qui concerne la laïcité, le préambule du débat tient à son interprétation. Est-elle ouverte ou fermée ? De même que pour l'islam est-il ouvert ou fermé ? On ne peut répondre à ces questions qu'en alliance entre groupes religieux et non religieux.

Par exemple sur la condition de la femme, il faut cesser de penser que l'émancipation de la femme musulmane passe par une autre façon de s'habiller. Ce qui compte, c'est l'éducation, l'accès à l'emploi, la possibilité d'une libération sociale passant par la réussite économique. De ce point de vue, beaucoup de femmes iraniennes regardent la Turquie comme un modèle. Les mouvements islamistes ont souvent plus de femmes dans leurs rangs que les laïcs qui ont tendance à fonctionner avec des porte-parole élitistes.

Aujourd'hui l'islam peut être en lien avec une référence économique dans la mesure où l'évolution dans les pays musulmans n'est pas très différente des tendances principales que l'on trouve en occident : une social-démocratie adaptée à l'économie de marché ou bien un modèle libéral avec l'idée (surtout les jeunes) qu'il faut faire aussi bien que l'occident capitaliste.

Par ailleurs la gauche peut-être aussi divisée entre progressistes radicaux et conservateurs économiques.

Compte-rendu

Bernard Vrignon (Maison des Citoyens du Monde-Nantes)